



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2963  
16 mai 2025  
1,50 € • DOM: 2€



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **Gaza**

# **Silence, on extermine un peuple**



### **Éducation**

**Des discours,  
sans moyens**

Page 7

### **Moyen-Orient**

**Trump en voyage  
d'affaires**

Page 11

**7, 8, 9 juin**



**La  
Fête**

Pages 8 et 9

**Leur société**

- Loi sur l'aide à mourir : égalité ni dans la vie, ni dans la mort 3
- 8 mai : célébrer la paix... et préparer la guerre 3
- Centres de rétention : la loi du silence 4
- Migrants : à bas les frontières ! 4
- Justice : Darmanin soigne sa droite 4
- Argenteuil : drôles de pèlerins 4
- Fonction publique : des attaques à combattre 5
- Agences de l'État : Bayrou émule de Trump 5
- Auch : terminus pour le train ? 5
- Nouvelle-Calédonie : la droite colonialiste contre tout compromis 6
- Goodyear et Takata : le profit tue encore 6
- Santé scolaire : des Assises dans le vide 7
- Mort d'un apprenti : l'exploitation tue 7
- Enseignement : Borne a son quota d'annonces 7
- Élèves handicapés : une loi pour ne rien changer 7
- CMA CGM : la croissance d'un parasite 16
- Nestlé : dans les eaux troubles de Perrier 16
- Macron, saison huit : plus ça dure, plus c'est long 16

**Dans le monde**

- Ukraine : diplomatie sur fond d'hécatombe 10
- Des « volontaires » pour une part du gâteau 10
- Qatar : Vinci pas près d'être condamné 10
- Erratum 10
- Moyen-Orient : Trump en voyage d'affaires 11
- Haïti : la population contre la loi des gangs 11

**Il y a 80 ans**

- 8 mai 1945 : massacres coloniaux en Algérie 12

**Dans les entreprises**

- Finances publiques - Paris 13
- Cartonnerie Hinojosa Compiègne 13
- Arkema - Jarrie 13
- Cognac 14
- Vencorex - Grenoble 14
- Patrons de l'automobile 14
- SNCF : préparer la riposte de tous 15

**Agenda**

- Fête de Lutte ouvrière à Marseille 3

Les 7, 8 et 9 juin : la Fête de Lutte ouvrière à Presles 8 et 9

# Gaza : silence, on extermine un peuple

Les rares images qui nous parviennent de la bande de Gaza sont effroyables. Corps gisant après le bombardement d'un marché, d'une école. Hommes froidement abattus alors qu'ils tentaient de pêcher pour survivre. Enfants qui n'ont plus que la peau sur les os. Cohues autour des distributions de nourriture. Regards de souffrance et de désespoir. Appels au secours.

Depuis que Netanyahu a rompu la trêve, le 18 mars, deux mille habitants ont été tués. Et ceux qui échappent aux bombes sont menacés par la famine car le gouvernement israélien empêche toute nourriture et produits de première nécessité d'entrer à Gaza depuis plus de deux mois. L'armée israélienne en est même à attaquer, en mer, les navires humanitaires qui tentent de ravitailler Gaza !

La guerre que mène Netanyahu n'est pas une guerre contre le Hamas. C'est une guerre de purification ethnique. Son objectif est de réduire à néant toute possibilité d'existence d'un État palestinien, à Gaza ou en Cisjordanie.

Netanyahu a d'ailleurs demandé le rappel de dizaines de milliers de réservistes pour la conquête de Gaza : après avoir massacré et terrorisé la population, il voudrait la déporter, de gré ou de force. Le projet cynique et révoltant de Trump, consistant à faire de l'enclave une Riviera sur des dizaines de milliers de cadavres, est en marche !

« *Il est temps que l'Union européenne se réveille... c'est une honte absolue* », a déclaré le ministre belge des Affaires étrangères lors d'une réunion avec ses homologues. « *Nous avons vu des images horribles, il faut que cela cesse* », a déclaré la ministre finlandaise. « *Gaza est au bord de l'effondrement, du chaos et de la famine* », a dénoncé le ministre français Jean-Noël Barrot.

Et qu'est-il sorti de cette réunion ? La décision... d'organiser une autre réunion ! Macron a, bien sûr, joint sa voix à ce concert d'hypocrisie : il envisage de reconnaître un État palestinien au moment même où la possibilité d'un tel État est en train de disparaître sous nos yeux.

Trump, en route pour une tournée au Proche-Orient, montrerait des signes d'agacement vis-à-vis de Netanyahu. Que son principal allié massacre les Palestiniens ne l'aide pas à se mettre dans la poche des monarchies comme l'Arabie saoudite ! Mais il reste fondamentalement solidaire des bourreaux de Tel Aviv.

Les dirigeants impérialistes soutiennent Israël

au nom du droit des Juifs à avoir leur État. Mais celui-ci ne les intéresse que parce qu'il défend leurs intérêts dans la région. Et qui peut croire qu'ils protègent les Juifs en couvrant le massacre actuel ?

La politique de Netanyahu est criminelle pour les Palestiniens et suicidaire pour les Israéliens. Des manifestants israéliens commencent à le dénoncer et des réservistes refusent de répondre à leur convocation. Pour l'instant, ils dénoncent surtout une nouvelle opération guerrière qui met la vie des otages en danger.

En fait, tous les Israéliens sont otages de ce jusqu'au-boutisme guerrier. Il les condamne à vivre dans un camp retranché, en guerre contre tous leurs voisins. Chaque nouveau bombardement nourrit la haine et le désir de vengeance. De nouvelles générations de Palestiniens grossiront les rangs des combattants à Gaza, au Liban, au Yémen, en Syrie. Israël, qui a déjà étendu le conflit à tous ces pays, n'a pas fini de faire la guerre !

Ce n'est pas en remplissant les cimetières et en déportant des centaines de milliers de personnes que l'on construit la paix. C'est en cessant toute oppression, en démantelant les colonies, en mettant un terme à la politique d'apartheid. C'est en reconnaissant l'égalité de droits entre les peuples !

Contrairement à ce que veulent faire croire les organisations sionistes d'extrême droite d'un côté et les organisations islamistes réactionnaires de l'autre, la coexistence fraternelle entre le peuple israélien et le peuple palestinien ainsi que les peuples arabes voisins est possible.

Les États impérialistes ont tracé des frontières artificielles entre le Liban, la Syrie, l'Irak, la Jordanie. Ils ont dressé les peuples

les uns contre les autres, Israéliens contre Palestiniens, Arabes contre Kurdes, majorité sunnite ou chiite contre minorités chrétienne, druze, alaouite. Seule une fédération des peuples du Moyen-Orient au sein de laquelle tous seraient égaux et auraient les mêmes droits permettra de sortir de la guerre permanente.

Cela ne peut se réaliser que si les opprimés de cette région se dressent contre la volonté de domination et d'exploitation de leurs dirigeants respectifs. Et c'est aussi à nous, ici, de porter cette perspective contre nos dirigeants complices de ce nouveau génocide.

Nathalie Arthaud



WAPA

## Aide à mourir : égalité ni dans la vie, ni dans la mort

Deux textes de loi sur « la fin de vie » sont en discussion à l'Assemblée avant un vote le 27 mai.

En mars 2024, Macron avait présenté un seul texte sur ce sujet, mais depuis, sous la pression des milieux religieux et politiques de la droite à l'extrême droite et avec l'appui d'un catholique affiché comme Bayrou, le texte a été divisé en deux, un « sur les soins palliatifs » et l'autre sur « l'aide à mourir ». Et, fait notable et assez rare, les députés auront la possibilité de voter comme ils l'entendent, sans avoir à se plier à une consigne de vote de leur groupe parlementaire.

Ces lois viennent après une série de textes, le dernier étant la loi Creys-Leonetti en 2016 qui réaffirmait le droit au refus de l'acharnement thérapeutique et à « une sédation profonde et continue jusqu'au décès ». Elle refusait par contre le droit à l'euthanasie, c'est-à-dire la possibilité de donner la mort de « façon active », par injection d'une substance létale.

L'actuel projet de loi Macron-Bayrou reste restrictif sur bien des points. Il réserve le droit à mourir à l'aide d'une substance létale à des adultes de nationalité française atteints d'une affection grave et incurable et le refuse à des malades atteints de maladies psychiatriques ou neurodégénératives comme la maladie d'Alzheimer. Pour l'ADMD (Association pour le droit à mourir dans la dignité), ce texte est donc un des plus restrictifs en Europe. Par

exemple la Suisse, le Portugal ou la Belgique autorisent le suicide assisté et l'euthanasie est possible aux Pays-Bas, en Espagne et au Luxembourg.

Le second projet de loi sur « l'accompagnement et les soins palliatifs » devrait en revanche être voté largement en particulier par tous ceux, religieux et réactionnaires qui, tout en refusant « l'aide à mourir », se font les défenseurs de « l'accompagnement ». Ils voteront résolument pour des services de soins palliatifs accessibles sur l'ensemble du pays, quand on sait que 21 départements en sont actuellement complètement dépourvus. Mais ils voteront aussi comme ils ont voté depuis des années tous les budgets d'austérité pour la santé réduisant les moyens des hôpitaux, pour la prise en charge des malades, depuis les urgences jusqu'aux services de gériatrie et aux soins palliatifs.

Alors si ces deux lois peuvent représenter un pas en avant pour la prise en charge des malades en fin de vie, elles ne régleront sûrement pas la question. Une société ayant le souci de la vie humaine devrait tout mettre en œuvre pour que chacun ait accès aux meilleurs traitements pendant sa vie et à la fin de celle-ci. Chaque malade devrait disposer de tous les moyens d'une médecine moderne et de l'aide d'un personnel humain et compétent,

médecins mais aussi infirmiers et aides-soignants, dans les hôpitaux, les cliniques et les Ehpad, pouvant prendre le temps d'accompagner les malades en fin de vie et de soulager leur douleur physique et morale.

Aujourd'hui, l'état des hôpitaux rend tout cela impossible car la loi du profit est reine. En fin de vie, les techniques de « sédation profonde » recommandées aujourd'hui par la loi Léonetti ont leurs limites. Combien d'aides-soignants, d'infirmiers se retrouvent au chevet de patients en « sédation profonde » dont la fin de vie peut se prolonger des jours, voire des semaines, obligés de gérer parfois seuls ces moments si difficiles ?

Bien sûr, rendre légale l'euthanasie ne va pas de soi et nécessite de solides garde-fous, que ce soit la demande consciente du malade s'il en est capable ou la discussion avec les familles, sans que la décision repose sur le seul corps médical. Mais pourquoi ce qui semble possible dans d'autres pays européens ne pourrait-il pas l'être en France ?

Dans une société régie par l'argent, ces énièmes débats parlementaires et le bricolage législatif dont ils accoucheront ne régleront certainement pas le problème de la fin de la vie. Une société qui charrie la misère, notamment celle des services de soins, ne peut pas donner à la mort une dignité qu'elle refuse à la vie.

Cédric Duval

## 8 mai : célébrer la paix... et préparer la guerre

Pour la commémoration du 8 mai 1945, Macron a prêché sans surprise les valeurs éternelles de la France et l'amour de la paix, tout en appelant à l'union nationale pour se préparer aux nouveaux dangers de guerre en Europe.



Novembre 1945 : le gouvernement provisoire autour de De Gaulle. Le deuxième à sa droite est le dirigeant du PCF, Maurice Thorez.

Au-delà des envolées convenues, Macron a toutefois eu une formule de vérité quand il a salué « la France qui conquérirait le droit de s'asseoir à la table des vainqueurs ». Après la défaite des troupes allemandes et la chute du régime de Vichy en août 1944, le gouvernement d'union nationale dirigé par De Gaulle, et comptant dans ses rangs pour la première fois des ministres communistes, lançait l'armée française aux côtés des troupes américaines et britanniques jusqu'en Allemagne. Cette armée comptait dans ses rangs beaucoup d'hommes raflés dans les colonies, beaucoup d'anciens résistants, notamment communistes, et pas mal d'officiers qui s'étaient accommodé du régime de Pétain quand ils n'avaient pas été franchement pétainistes.

S'asseoir à la table des vainqueurs pour que les intérêts de l'impérialisme français soient défendus face aux États-Unis et la Grande-Bretagne, était bien

l'objectif de De Gaulle. Ainsi, la bourgeoisie française, qui avait trouvé en Pétain un représentant capable de défendre ses intérêts au moment où l'Allemagne hitlérienne dominait l'Europe, put sortir sans trop de dommages des années d'Occupation. Le but de De Gaulle était surtout de conserver ou retrouver la mainmise sur les possessions coloniales et la population d'Algérie eut en particulier à payer dans le sang, ce même 8 mai 1945, ce festin des vainqueurs.

« Là où flottait son drapeau, flottait une certaine idée de l'homme », s'est exclamé Macron évoquant le drapeau tricolore pour clore son discours. Ce drapeau fut pourtant aussi celui du régime de Vichy, de la république qui mena les guerres coloniales qui ensanglantèrent l'Indochine, l'Algérie et une partie du continent africain. Le même drapeau est agité pour préparer la population à une nouvelle guerre, là encore pour la bourgeoisie.

Boris Savin



L'association ADMD21 à Dijon.

## Fête de Lutte ouvrière

### Marseille

Dimanche 18 mai  
à partir de 11 heures

Parc de Valabre  
sur la RD 7 entre Gardanne et Luynes

À 14 heures : débat avec Jean-Pierre Mercier



## Centres de rétention : la loi du silence

**Le Sénat a voté le 12 mai une loi visant à mettre fin à l'intervention d'associations humanitaires dans les centres de rétention administrative (CRA).**

Elles y informent actuellement de leurs droits les migrants privés de liberté, un rôle inacceptable pour un gouvernement ayant fait des immigrés les boucs émissaires de tous les maux de la société.

Le premier de ces centres avait été créé en avril 1984. François Mitterrand était alors président de la République et Robert Badinter, ministre

de la Justice. Depuis, leur nombre n'a cessé d'augmenter jusqu'à atteindre 26 aujourd'hui. Les hommes et les femmes qui y sont retenus se trouvent sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), mais ont encore la possibilité de faire appel. L'aide que leur apportent dans cette démarche des associations comme la Cimade ou France Terre

d'asile est une épine dans le pied du gouvernement, car bien des décisions d'expulsion sont légalement contestables. Elles ont été prises automatiquement, sans examen individuel, et aboutissent parfois à renvoyer les migrants dans des pays où ils risquent leur vie. Le prétexte de prétendues menaces à l'ordre public est invoqué de plus en plus souvent sans être en quoi que ce soit étayé, et finalement 44 % des migrants retenus en CRA qui franchissent le parcours



Le centre de rétention de Paris-Vincennes.

d'obstacles pour faire appel sont libérés par le juge.

Autre contrariété pour le gouvernement, ces associations sont les seules à pouvoir informer le public de ce qui se passe dans ces centres où les conditions de rétention sont indignes. La Cimade, dans son rapport annuel, dénonce ainsi les locaux en sous-sol sans fenêtre ni cour extérieure à Bordeaux, et partout la multiplication des actes d'automutilation et les tentatives de suicide causées par le désespoir, ainsi que l'indifférence des autorités envers la situation sanitaire

des personnes retenues. La Cour européenne des droits de l'homme a pour sa part condamné onze fois la France pour le placement d'enfants dans les CRA, un scandale qui continue.

Le gouvernement voudrait pouvoir agir en toute impunité, et la loi prétend remplacer les associations par l'OFII, l'Organisme français de l'immigration et de l'intégration, un organisme sous la tutelle du ministère de l'Intérieur. En matière d'opacité, on n'est jamais aussi bien servi que par soi-même.

Daniel Mescla

## Migrants : à bas les frontières !

**Dans la nuit du 11 mai et le jour suivant, alors que le temps était particulièrement clément, des centaines de migrants ont tenté la traversée de la Manche.**

Si 192 personnes ont été secourues alors que leur pneumatique allait chavirer, une au moins a péri, la onzième depuis le début de l'année.

Les guerres, les famines, le désespoir poussent sur les routes de l'exil des migrants de plus en plus nombreux. Beaucoup cherchent leur chemin vers la Grande-Bretagne en traversant la Manche depuis les côtes françaises, au risque de leur vie. En 2024, 36 800 arrivées ont été recensées en Grande-Bretagne et 75 migrants ont péri sur le trajet. Ces chiffres sont en augmentation constante. Le nombre

de migrants augmente avec l'aggravation de la situation internationale, le nombre de morts avec celle de la répression policière, qui oblige à prendre toujours plus de risques.

De ce côté de la Manche, ce drame devenu habituel n'a pas suscité de commentaire officiel. De l'autre côté, en revanche, le Premier ministre travailliste Starmer a déclaré lundi 12 mai – est-ce un hasard ? – « reprendre enfin le contrôle des frontières britanniques », promettant par là même de nouveaux morts. Mais, des deux côtés, les autorités et la société qu'elles représentent

sont responsables de la situation. C'est leur monde d'exploitation, ravagé par les guerres, qui pousse les migrants à l'exil. Ce sont leurs frontières obsolètes et leurs lois rétrogrades qui les obligent à passer les cols à pied, à traverser les déserts et à périr en mer sur des radeaux. Ce sont leurs policiers qui pourchassent les migrants et vont jusqu'à criminaliser les bénévoles qui les aident. Et, pour finir, ce sont leurs politiciens véreux, au gouvernement ou dans l'opposition, qui font des migrants les boucs émissaires universels.

À bas les frontières, liberté de circulation pour tous !

Paul Galois

## Argenteuil : drôles de pèlerins

Pendant trois semaines, Argenteuil, ville très populaire du Val-d'Oise, a été transformée en petit Lourdes.

Il n'était pas question de miracles, seulement de la vénération d'une de ces multiples reliques que l'Église exhibe régulièrement, en l'occurrence la « sainte tunique du Christ ». Une trace rouge menait les fidèles et les curieux de la gare au reliquaire, histoire qu'ils ne s'égarèrent pas dans les cités populaires du centre-ville. Un nombre impressionnant de policiers et de militaires était censé les protéger des bandits qui, comme chacun le sait, peuplent ce

genre de territoire.

La municipalité de droite avait mis les petits plats dans les grands pour attirer et accueillir ce petit monde. Et l'avant-dernier jour de l'événement, trois grands pénitents sont venus de conserve reluquer la relique en pèlerinage privé.

Ils n'étaient autres que Bernard Arnault et Bolloré, accompagnés de l'homme au bracelet, Sarkozy.

Jamais autant de milliards au mètre carré n'avaient été vus à Argenteuil, sainte alliance de la soutane, de l'État et du capital.

Correspondant LO



## Justice: Darmanin soigne sa droite

**Lundi 12 mai, les magistrats ont reçu une lettre du ministre de la Justice, Darmanin, qui leur « propose de réfléchir à remettre du bon sens [...] dans notre système judiciaire ».**

S'il promet aux magistrats une loi en fin d'année, c'est surtout à l'électorat de droite que sa lettre s'adresse.

Dans sa lettre de quatre pages, Darmanin l'admet : il y a d'importants dysfonctionnements dans la Justice, et la surpopulation carcérale crée « des conditions indignes, avec plus de 5 000 matelas au sol dans les prisons ». C'est cette situation qui avait conduit le rapport officiel commandé par son prédécesseur à recommander « une réduction de peine exceptionnelle » afin de désengorger un peu les prisons, dont le taux d'occupation est actuellement de 133 %.

Alors que Retailleau dénonce tous les quatre matins le « laxisme » de la société et que Wauquiez, plus fort que Le Pen, propose de déporter les migrants à Saint-Pierre-et-Miquelon, il n'est évidemment pas question pour Darmanin de rater

une occasion de surenchère sécuritaire et d'aller dans le sens d'une réduction de peine ! C'est donc au nom du bon sens et de l'efficacité que le ministre propose d'abolir le sursis pour les peines de prison, de rétablir des durées de peine minimales et de créer des « prisons à thème » pour séparer les détenus suivant leur niveau de dangerosité.

Rien de tout cela ne répondra à la crise du système pénitentiaire ni ne désengorgera les tribunaux et les prisons. Cela ne permettra pas plus de lutter vraiment contre la délinquance, que la prison nourrit au moins autant que la rue. Mais ce n'est pas le problème de Darmanin, tout occupé qu'il est à se faire une bonne place, en direction de l'électorat de droite et d'extrême droite, parmi les candidats de son camp qui visent la prochaine présidentielle.

Nadia Cantale

## Fonction publique : des attaques à combattre

**Le 13 mai, des travailleurs de la fonction publique ont manifesté, à l'appel de plusieurs organisations syndicales. Une précédente journée s'était déjà déroulée il y a quelques semaines, le 3 avril.**

À Paris, Marseille, Nice, Poitiers, Amiens, Belfort, etc., des territoriaux, des travailleurs de l'éducation, parfois des soignants et autres salariés du public ont bien des raisons de protester contre les lourdes coupes budgétaires que le gouvernement a fait voter pour 2025 et envisage de renouveler pour 2026 (40 milliards d'économies). Au nom du comblement de la dette, Bayrou et Montchalin, après Barnier et Kasbarian, s'attaquent en même temps aux salaires et conditions de travail des fonctionnaires, et aux services publics indispensables à la population.

Sur le plan des salaires, les manifestants ont mis l'accent, à juste titre, sur

la perte subie à cause de la réduction de 10 % de l'indemnisation des arrêts maladie (900 millions d'euros d'économies), du gel des rémunérations et de la suppression de la GIPA, la prime compensant l'inflation (800 millions d'économies). Ils ont rappelé leur refus de la retraite à 64 ans et de la précarisation croissante du travail dans les services publics. Ils se sont aussi élevés contre le « grand ménage » annoncé par la ministre Montchalin, qui menace de fusionner ou fermer un tiers des agences et opérateurs de l'État (2 à 3 milliards d'économies), prétendant « *supprimer ce qui est inutile ou ce qui aujourd'hui coûte trop cher* ».

Il faut oser ! Lorsqu'on sait que ce gouvernement, à la suite des autres, n'agit que pour préserver les privilèges d'une couche de capitalistes avides de toucher, quoi qu'il en coûte à la société, leurs quelque 200 milliards annuels d'aides publiques, en subventions, niches fiscales, baisses d'impôts et exonérations de cotisations sociales, il y a effectivement matière à se mettre en colère. Après les travailleurs de la fonction publique, ce devait être, le 15 mai, le tour de ceux des secteurs sociaux et médico-sociaux et autres salariés indispensables comme les aides à domicile, les éducateurs ou les employés de France Travail.

« La vérité permet d'agir » affichait Bayrou, sans crainte du ridicule, sur son pupitre lors de son dernier discours budgétaire



Le 13 mai à Paris.

– malheureusement, ce n'était sans doute pas le dernier. Mais la vérité c'est que les travailleurs, du public, du privé, de tous les secteurs, sont les seuls indispensables à la collectivité,

et qu'ils ont raison d'exiger non seulement des salaires mais des conditions de travail corrects. Cette vérité-là seule correspond à l'intérêt de toute la population.

**Viviane Lafont**

## Agences de l'État : Bayrou émule de Trump

**Le gouvernement Bayrou, tout en critiquant les méthodes de Trump, fait exactement la même chose.**

Kasbarian, ministre du gouvernement précédent Barnier, avait déjà clamé sur X qu'il aurait aimé s'inspirer de la méthode Musk et des coupes claires dans les services publics de son Département américain pour l'efficacité gouvernementale (DOGE).

Bayrou agit dans les mêmes termes. Il a mis en place, calqué sur le modèle de Trump, un projet global dit de « refondation de l'action publique ». Fin février 2025, les administrations de l'État ont reçu, à remplir sous trois jours, une demande de résumer leurs trois ou quatre missions essentielles et de les décrire en « langage grand public » pour justifier leur utilité. En parallèle, les parlementaires viennent aussi de lancer des auditions pour voir s'il est possible de fusionner des établissements publics, par exemple, l'Agence de sécurité sanitaire (Anses) avec Santé publique France ou l'Ineris. En général, à chaque fusion, les crédits, les missions et le

personnel sont réduits, sous couvert d'amélioration de « l'efficacité » des services.

Bien sûr, les attaques en règle et les coupes dans les services publics bénéficient à la population ne datent pas d'hier, mais là, elles sont sans frein. Le gouvernement ne se gêne pas non plus pour dénigrer ses propres agents. Ainsi, fin 2024, face à la colère paysanne et à leur prétendu étranglement par des normes, Bayrou et sa ministre de l'Agriculture Genevard ont critiqué le travail de ceux de l'Office français de la biodiversité, qui pourtant ne contrôlent que 0,4 % des exploitations agricoles par an, ou celui de l'Agence de sécurité sanitaire (Anses) qui n'autorise pas assez de pesticides au goût de la FNSEA et de la Coordination rurale, les syndicats paysans qui dirigeaient le mouvement.

Ensuite est venu un projet de législation, la proposition de loi du sénateur Duplomb, soutenue par la ministre de l'Agriculture

qui vise, comme l'indique le sénateur par le nom qu'il lui a trouvé, la « levée des contraintes pour les agriculteurs ». Il s'agirait, si le texte aboutissait fin mai, de retirer toute norme qui empêche le productivisme, sans être gêné de nuire à la santé et à l'environnement. Un comité spécial serait créé à cette occasion pour que la FNSEA explique à l'Anses quel dossier d'autorisation de pesticides elle doit traiter en priorité et quels sont les besoins des agriculteurs. Ce salmigondis de conflit d'intérêts rappelle le comité amiante, qui a fait perdre l'emploi de ce cancérigène après l'identification des risques associés, dans le cadre d'un comité de gestion entre l'industrie et le gouvernement.

Par ailleurs, la loi d'orientation agricole adoptée début 2025 prévoit de « *ne pas interdire les pesticides sans solution* ». Si l'un n'est pas conforme mais qu'un agriculteur en a besoin, il devrait ainsi pouvoir l'utiliser. Éloquent ! Toute ressemblance avec l'emploi du chlordécone aux Antilles serait fortuite, bien sûr.

Cela se poursuit avec un projet de loi sur la « simplification de la vie économique » pour éliminer toute supposée entrave aux industriels. Des sénateurs ont par exemple, dans ce cadre, demandé la suppression de l'Observatoire de la qualité de l'alimentation. Dans une société où les trusts agroalimentaires font le marché et l'offre et où l'obésité par

exemple et de graves maladies explosent, une instance devant surveiller l'évolution de la composition des aliments dans les rayons est de trop ! Le malade a la fièvre, qu'on casse le thermomètre !

Tout cela en dit long sur le pouvoir des industriels et du gouvernement à leur service.

**Correspondant LO**

### Auch : terminus pour le train ?

La ligne ferroviaire Toulouse-Auch est actuellement utilisée quotidiennement par des milliers de travailleurs, ce qui permet d'éviter la nationale et les bouchons à l'approche de Colomiers et Toulouse. Or cette ligne pourrait fermer en décembre 2026, et les travaux prévus cette année ont été suspendus. Dans le projet de loi de finances 2025 du gouvernement, la somme destinée aux travaux de rénovation des lignes SNCF devrait

baisser de 800 millions d'euros. La ligne Toulouse-Auch ne sera donc pas la seule victime de ces économies.

L'État racle dans tous les budgets utiles à la population pour augmenter le budget de l'armée et continuer d'arroser de milliards le patronat. Les transports de troupes et de fonds vers les coffres des actionnaires passent avant les transports publics !

**Correspondant LO**

# Nouvelle-Calédonie : la droite colonialiste contre tout compromis

**Jeudi 8 mai, près d'un an après le début de la révolte de la jeunesse kanake et océanienne le 13 mai 2024, Valls, ministre des Outre-mer, a dû quitter l'archipel sans arriver à un « accord politique global » avec les indépendantistes et les « loyalistes », partisans du maintien de la France.**

Valls n'avait pourtant pas ménagé ses efforts. Il a fait trois fois le voyage depuis la métropole, prédit le chaos si un accord n'était pas trouvé... Mais le fait notable est que sa dernière proposition était un statut d'« indépendance-association », saluée par le FLNKS comme « *un pas franchi dans la responsabilité et les engagements de l'État français de décoloniser le pays* ».

Cette indépendance-association consisterait à transférer toutes les compétences dites régaliennes, police, justice... à la Nouvelle-Calédonie avec délégation immédiate à l'État français pour certaines d'entre elles, très probablement l'armée et la diplomatie. En complément, Valls promettait une double nationalité calédonienne et française et la définition d'un statut internationalement reconnu. Ce statut d'indépendance-association, une sorte de protectorat qui ressemble aux liens qu'il y a entre la France et Monaco ou Andorre, correspond depuis les années 1980 à la revendication d'une

partie des indépendantistes kanaks. Il permettrait d'ailleurs à l'impérialisme français de conserver l'essentiel de ce qui l'intéresse en Nouvelle-Calédonie, sa présence dans le Pacifique au travers de sa base militaire sur un territoire qui lui resterait attaché. Valls tentait ainsi de conclure un compromis semblable à celui que Rocard avait négocié avec les accords de Matignon, en 1988, en y associant les dirigeants nationalistes et les notables kanaks.

Mais Valls s'est heurté à l'opposition déterminée de la droite loyaliste et caldoche qui dénonce une indépendance « *déguisée* ». Elle a, quant à elle, proposé une partition de l'archipel où la province Sud, la plus riche, qu'elle dirige, resterait pleinement française tandis que les deux autres, du Nord et des îles Loyauté, entre les mains des partis indépendantistes, pourraient obtenir leur indépendance-association. Elle a affirmé que Valls était « *venu en ennemi de la Calédonie française* ». À son



MINISTÈRE DES ARMÉES

La base militaire française de Tontouta.

argument « *un accord ou le chaos* », elle lui a répondu : « *Tu nous menaces du chaos mais tu ne nous connais pas* ». Les partis de la droite calédonienne se sont radicalisés ces derniers mois. Pendant les émeutes, certains ont formé des réseaux de « *voisins vigilants* », d'autres des milices supplantant la gendarmerie sur les barrages à l'entrée de certains quartiers, comme dans les années 1980. Une partie des politiciens fait pression sur les partis de droite en faisant de la surenchère. À partir de ces réseaux, ils ont créé un Collectif de résistance

citoyenne, qui défend une Nouvelle-Calédonie française et qui affirme que ses membres se défendent les armes à la main. Ce collectif a réuni 500 personnes mi-avril. Avec sa proposition, même sans suite, Valls a tenté de donner des gages aux notables kanaks. Cela n'engage pas l'État français à grand-chose mais pourrait contribuer à les faire patienter.

En absence d'accord, Valls a annoncé que les élections provinciales auront lieu avant le 30 novembre 2025 avec le corps électoral en l'état, c'est-à-dire gelé, une décision que la droite,

privée ainsi de plusieurs milliers d'électeurs, a décidé de combattre par tous les moyens. Ils défendent ainsi le maintien sans aucun changement d'une situation coloniale, sachant qu'ils pourront de toute façon compter sur le soutien des forces de répression de l'État français.

Cette situation prépare sans doute une nouvelle explosion et vingt escadrons de gendarmerie, 2 600 hommes, ont été maintenus en Nouvelle-Calédonie pour le premier anniversaire des émeutes le 13 mai dernier.

**Serge Benham**

## Goodyear et Takata : le profit tue encore

**Mardi 13 mai, deux faits ont rappelé le danger permanent de la gestion capitaliste.**

D'une part, des dirigeants du trust Goodyear sont convoqués par la justice pour répondre des morts causées par leurs pneus défectueux. D'autre part, les airbags Takata ont fait une nouvelle victime aux Antilles. Deux crimes et un seul coupable : le profit !

L'affaire des pneus Goodyear remonte à plus de quinze ans. La multinationale décidait alors d'économiser sur la conception de certains de ses pneus poids lourds. Pour engendrer plus de profits, la firme rendit ses pneus plus

légers... et plus dangereux. Très vite des accidents survinrent et la direction du groupe en fut informée. Mais elle préféra garder le silence, indemniser discrètement les victimes ou les familles des défunts qui posaient trop de questions, plutôt que de risquer une mauvaise publicité et une baisse des ventes en lançant une campagne de rappels. Elle fit sciemment le choix de laisser rouler ces pneus mortels et étouffa toutes les enquêtes susceptibles de prouver ce crime. Il fallut des années

pour que des victimes et des lanceurs d'alerte obtiennent la mise en examen des responsables.

Quant aux airbags Takata, c'est le même scénario.



Ces airbags étaient moins chers car fabriqués avec un gaz moins cher, mais plus susceptibles d'exploser en fonction de la température. Des groupes

automobiles ont continué de les monter tout en tentant de camoufler leur responsabilité. Il a fallu des années et des dizaines de morts pour forcer les États à imposer aux industriels des campagnes de rappel des véhicules dangereux. Chaque groupe a cherché à gagner le maximum de temps, pour perdre le minimum d'argent. Et tant pis pour les victimes !

Les criminels à la tête de l'économie ne sont ni soumis au contrôle des travailleurs ni à celui des consommateurs, et ne sont quasiment jamais inquiétés par la justice d'État.

**Marion Ajar**

## Santé scolaire : des Assises dans le vide

Au terme de plusieurs semaines de concertations, **Élisabeth Borne, ministre de l'Enseignement, ouvrait mercredi 14 mai les Assises de la santé scolaire pour « valoriser et renforcer la santé scolaire ». Vaste programme !**

Le 24 avril, le drame qui s'est produit dans un lycée catholique sous contrat de Nantes a remis sur le devant de la scène le problème de la santé mentale des jeunes et de sa prise en

charge : un jeune de 16 ans, souffrant manifestement de problèmes psychiques sévères, a tué une élève et en a blessé trois autres. Un syndicat enseignant faisait alors remarquer, que faute

de personnel en nombre suffisant, « la santé scolaire est totalement défailante ».

Le problème n'est pas nouveau, mais il s'aggrave. Il y a cinq ans, en plein Covid, le syndicat national des médecins scolaires alertait sur la situation. Il dénombreait alors 800 médecins scolaires pour 12,5 millions d'élèves. Aujourd'hui, sur 1 500 postes ouverts, seuls 650 sont occupés et on compte 20 stagiaires par an, alors que les départs en retraite sont bien plus nombreux. Les établissements scolaires ne sont pas mieux lotis en ce qui concerne les infirmières et les psychologues. Selon le gouvernement lui-même, en 2023, par manque de personnel, 40 % des élèves n'avaient



pu bénéficier du bilan infirmier qui doit être réalisé au collège et huit enfants sur dix n'avaient jamais vu de médecin scolaire.

Dans ces conditions, inutile de dire que de nombreux enfants présentant des troubles physiques ou psychiques ne sont pas pris en charge dans le cadre de la médecine scolaire. Les répercussions de cette absence de moyens se font bien sûr sentir plus lourdement dans les quartiers les plus pauvres, où les familles

ont souvent pour seules ressources médicales l'école, le centre de protection maternelle et infantile (PMI).

La santé scolaire n'échappe pas à la pénurie générale de moyens de la santé publique. Borne a donc brassé de l'air, réuni des conventions et promis des annonces, tout en prévenant qu'il n'était pas question de moyens supplémentaires... même pas un sparadrap sur une jambe de bois !

**Nadia Cantale**

## Borne : quota pour le communiqué

**Le 7 mai, la ministre de l'Éducation, Élisabeth Borne, a lancé un plan Filles et maths.**

Elle prétend atteindre 20 % de filles dans les filières scientifiques du supérieur, et 50 % dans la spécialité « mathématiques » en terminale, en 2030.

Borne n'a annoncé quasiment aucune mesure concrète pour lutter contre les inégalités qu'elle dénonce. Les annonces ont l'immense avantage de ne coûter qu'un peu de salive. En 1983 déjà, le ministère annonçait sa volonté d'atteindre une proportion de 30 % de filles dans les filières formant des ingénieurs. Plus de quarante ans plus tard, certaines classes préparatoires scientifiques comptent à peine 10 % de filles.

On est bien loin du mythe d'une école républicaine qui comblerait les inégalités sociales et offrirait les mêmes chances à chacun. En Seine-Saint-Denis, un des départements les plus pauvres de

France, le non-remplacement des enseignants fait perdre aux enfants près d'une année de cours cumulée sur l'ensemble de leur parcours scolaire.

Les familles les plus aisées peuvent aisément pallier les carences de l'Éducation nationale, mais ce n'est pas le cas dans les milieux populaires. L'école ne fait en réalité que reproduire les inégalités sociales et, parmi celles-ci, les inégalités entre les hommes et les femmes.

Borne peut bien faire des déclarations et mettre en avant des pourcentages censés constituer des « objectifs cibles » qui n'auraient rien d'obligatoire. En définitive, la seule obligation que se fixe la ministre, c'est de faire parler d'elle. Ce sera sûrement le seul effet de son plan.

**Camille Paglieri**

## Mort d'un apprenti : l'exploitation tue

Un apprenti de 16 ans est mort écrasé par un engin sur un chantier près de Nice le 30 avril. Son jeune âge a bouleversé bien au-delà de sa famille.

Les accidents qui concernent les plus jeunes sont nombreux parce que ces derniers apprennent à travailler, parfois avec un encadrement insuffisant. L'apprenti remplace de fait assez souvent un salarié au lieu d'être en plus. Développer l'apprentissage en arrosant les patrons sous prétexte de lutter contre

le chômage favorise cette situation.

Mais l'inexpérience est loin d'être en cause dans les nombreux accidents du travail mortels. Quelques jours auparavant, le 22 avril, dans le département de la Manche, un autre travailleur, de 32 ans cette fois, est mort sur un chantier en tombant d'un toit. Les derniers chiffres dont on dispose font état de 759 ouvriers morts par accident de travail en 2023, soit deux morts par jour. Dans chaque cas, des

enquêtes sont menées, des préconisations quant aux mesures de sécurité sont formulées mais les chiffres ne baissent pas. La responsabilité de ces drames incombe aux patrons et est bien souvent liée au non-respect de règles de sécurité.

La pression sur le personnel pour aller toujours plus vite, et la réduction des temps de formation pour le profit sont autant de facteurs qui augmentent les risques au travail.

**Inès Rabah**

## Élèves handicapés : une loi pour ne rien changer

**Lundi 5 mai a été adoptée à l'Assemblée nationale, en première lecture, une proposition de loi sur l'école inclusive, censée améliorer l'intégration des élèves handicapés.**



Les mesures prévues par ce texte apparaissent bien limitées, par exemple la mise en place d'un livret numérique individuel pour réunir les informations des différents intervenants.

Ce type de mesure ne résoudra aucun des problèmes. Le nombre d'enfants handicapés accueillis dans des écoles ordinaires est passé de 320 000 en 2017 à 520 000 en 2025. Mais leur accueil se fait dans des classes surchargées, sans que les enseignants aient la possibilité de consacrer

suffisamment de temps à chaque élève. La formation des enseignants et intervenants est souvent inexistante. Et malgré l'augmentation du nombre d'enfants accueillis, 23 % des enfants handicapés ne sont pas scolarisés, 28 % ont moins de six heures d'enseignement par semaine, et 11 000 enfants attendent une place dans un institut médico-éducatif, parfois pendant plusieurs années.

Parmi ceux qui sont scolarisés, beaucoup ne sont pas aidés par l'AESH

(accompagnant d'élève en situation de handicap) auquel ils auraient droit, par manque d'effectifs.

Borne n'est pas avare de discours sur « l'école inclusive », mais la réalité est tout autre : dans un contexte où le gouvernement ferme les classes et cherche des milliards d'économies, l'accueil des enfants handicapés ne peut pas s'améliorer, bien au contraire. Voter des lois ne suffit pas, les moyens doivent suivre !

**Hélène Comte**



# La Fête de Lutte ouvrière à Presles

## Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin



La Fête aura lieu le week-end de la Pentecôte, c'est-à-dire le samedi 7, le dimanche 8 et le lundi 9 juin, dans un parc boisé de plusieurs hectares, à Presles, petite ville du Val-d'Oise, à 30 km au nord de Paris, entre L'Isle-Adam et Beaumont. Ce seront trois jours de débats, de spectacles, de conférences sur les sujets les plus divers, de jeux pour petits et grands, avec des stands de spécialités culinaires de tous les pays. Une ambiance festive et des échanges fraternels... Un petit avant-goût d'un grand idéal.

Meeting de bienvenue samedi à 17 heures avec **Nathalie Arthaud** et **Jean-Pierre Mercier**



Meetings avec **Nathalie Arthaud** dimanche et lundi à 15 heures



PHOTO: SLO

### Films et documentaires

- **La plus précieuse des marchandises**, de Michel Hazanavicius
- **Ni chaînes, ni maîtres**, de Simon Moutairou
- **All we imagine as light**, de Payal Kapadia
- **Les Barbares**, de Julie Delpy
- **Petites mains**, de Nessim Chikhaoui
- **En fanfare**, d'Emmanuel Courcol
- **Les Fantômes**, de Jonathan Millet
- **Ernest Cole, photographe**, de Raoul Peck
- **On n'est pas nos parents**, de Matteo Severi
- **Sans queue ni tête, décorticage d'une crevette grise**, de Julien Brygo
- **Elf, la pompe Afrique**, de Nicolas Lambert
- **Congo-Océan, un chemin de fer et de sang**, de Catherine Bernstein

### Au village médiéval

#### Animations et démonstrations

Mise en armure et démonstration • Escrime • Jeux médiévaux • Jongleries et acrobaties • Danses médiévales • Cervoise • Quizz

#### Conférences

- **Cyrille Marconi**: Punir les animaux pour gouverner la population au Moyen Âge
- **André Victor**: L'émergence des villes et du capitalisme à la fin du Moyen Âge
- **William Blanc**: Les croisades,

histoire et mythe – Robin des bois, de la légende à l'histoire

- **Julie Pilorget**: Les femmes face à la justice médiévale

#### Spectacles

**Théâtre**: le Procès du cochon

**Poèmes et chants médiévaux**: Du Fu, Charles d'Orléans, Christine de Pisan, Omar Khayyam, Villon, Molinet, Rutebeuf

**Bal folk, spectacles pyrotechniques**



### Au chapiteau Karl Marx

- **William Blanc**: *Robin des bois. De Sherwood à Hollywood*
- **Armelle Mabon**: Le massacre de Thiaroye, 1<sup>er</sup> décembre 1944: histoire d'un mensonge d'État
- **Renaud Piarroux**: Sapiens et les microbes. Les épidémies d'autrefois.
- **Martine Lalande**: Si une femme veut avorter, ne la laisse pas seule. Du MLAC au centre IVG de Colombes
- **Thierry Labica**: présentation du livre *Les espoirs de la civilisation* de William Morris
- **Alain et Désirée Frappier**: *Et que se taisent les vagues*, roman graphique, le Chili d'Allende et de Pinochet
- **Julien Chuzeville**: *Brève* histoire des socialismes en France
- **Olivier Deloignon**: *Une histoire de l'imprimerie et de la chose imprimée*
- **Christian Gasquet**: *Les origines de l'internationalisme ouvrier*. De la Ligue des communistes à l'Association internationale des travailleurs
- **Ulysse Thévenon**: *Le sens du bétail*, enquête au cœur de l'industrie de l'élevage
- **Martin Cennevitz**: *Haymarket*, récit des origines du 1<sup>er</sup> Mai
- **Benoît Trépied**: *Décoloniser la Kanaky-Nouvelle-Calédonie*
- **M-L. Dufresne-Castet & P. Moussy**: Les combats contre la préférence nationale dans le droit du travail
- **Jean-Pierre Griez**: *L'héritage assassin*, l'impérialisme au Rwanda et le génocide de 1994
- **Combat ouvrier (UCI)**: De la révolte des esclaves de Saint-Domingue à la dette haïtienne extorquée par la France coloniale
- **Organisation des travailleurs révolutionnaires (OTR-UCI)**: Haïti aux mains des gangs
- **The Spark (États-Unis)**: Après le retour de Trump, la situation politique aux États-Unis
- **Présentation de livres récemment édités ou réédités**: *Et notre drapeau est rouge* d'Oskar Hippe – *Questions du mode de vie* de Léon Trotsky – *La femme et le socialisme* d'August Bebel

### La carte d'entrée

La carte d'entrée pour les trois jours de la fête coûte 15 euros, jusqu'au 18 mai inclus. Il ne reste donc plus que quelques jours avant que le prix passe à 20 euros (25 euros sur place).

La carte est éligible au Pass culture et l'entrée est gratuite pour les enfants accompagnés de moins de 14 ans.

On peut acheter, sur notre site ou auprès des

militants, les cartes d'entrée ainsi que les bons, qui permettent une réduction de 20 % sur les dépenses à la Fête (payés à l'avance 4 euros, ils valent 5 euros sur place).

### Pour venir

**La Fête sera ouverte** samedi de 11 heures à 23 heures, puis sans interruption du dimanche 9 heures au lundi 20 heures.

**En train**: ligne H (Paris-Gare du Nord ou gare de Saint-Denis). Horaires: transilien.com, IDF mobilités et SNCF Connect.

**Samedi 7 et dimanche 8 juin**: prendre le train de gare du Nord jusqu'à la gare de Montsoult-Maffliers (la gare de Presles-Courcelles est fermée pour travaux), puis prendre le car gratuit jusqu'à la fête (samedi de 10 h 45 à 16 h 50, dimanche de 8 h 20 à 17 h 20).

**Lundi 9 juin**: la gare de Presles-Courcelles sera desservie à partir de gare du Nord.

**En voiture et en vélo**: parkings réservés.

**Attention**: aucune navette au départ du métro Saint-Denis-Université.

# La Fête de Lutte ouvrière à Presles

## Samedi 7, dimanche 8 et lundi 9 juin



## Les spectacles



Les Fatals Picards.

### Au Grand Podium

- **Les Fatals Picards:** chansons engagées et enragées
- **Clarika:** 30 ans de chanson française
- **Hippocampe fou:** du rap aux flow acrobatiques et textes percutants

- **La Brise du Mammouth:** jazz rap
- **Jean Philippe Apro Groupe:** fusion, rock, blues, jazz, chanson française
- **Ça roulotte:** jazz manouche
- **Samskara:** reggae ska
- **Voci di l'Avvene:** chants polyphoniques
- **Soirée Électro Dance Music:** animée par plusieurs DJ dimanche

### Du théâtre

- **The Gut Girls, de Sarah Daniels:** lecture de la pièce sur le destin d'une petite communauté d'ouvrières, en 1900
- **À la ligne, de J. Ponthus:** par la Compagnie L'échappée
- **La France, Empire:** avec Nicolas Lambert



Hippocampe fou.

- **Hélène Piris:** chansons déjantées
- **Ti'bal Tribal d'André Minvielle:** un petit bal de tous les accents
- **Ziveli Orkestar:** chaleur des cuivres d'une fanfare balkanique
- **Marcela:** chansons tziganes
- **Mymytchell:** chansons poétiques et politiques

### Au Théâtre de Verdure

- **Ensemble Periptero:** le rebetiko grec, à écouter et à danser
- **Orée:** rock alternatif grunge
- **Dem Roughians:** rub a dub, raggamuffin
- **Booze & Riots:** musique irlandaise
- **Yasmin Berber:** chansons françaises



### Et encore...

De la musique résonnera pendant trois jours dans les allées: les Moonlight Swamper • Blues Non Stop • les Bonnets M • That's All Folks • l'Annabilly Band

## À la Cité Politique

De nombreux débats sont organisés à la fête qui est un grand rassemblement d'extrême gauche et l'occasion de confronter ses idées avec celles d'autres groupes politiques de France, d'Europe, d'Afrique ou des Antilles qui y tiennent un stand.

À la Cité politique, les

militants de Lutte ouvrière et de l'UCI organiseront des débats sur de nombreux sujets d'actualité.

**Martinique:** le mouvement contre la vie chère • **La Syrie** après la chute d'Assad • **Grande-Bretagne:** après un an de gouvernement Starmmer • **Les Palestiniens** sacrifiés sur l'autel

de l'impérialisme • **Belgique:** la bourgeoisie a déclaré la guerre aux travailleurs • **Côte d'Ivoire:** course à la mangeoire entre clans politiques et aggravation de la misère • **Israël** en guerre permanente • **Guerre commerciale** et protectionnisme • **Algérie:** durcissement du régime et réaction des travailleurs

## Au carrousel de la connaissance

### D'où vient le racisme ?

Spectacle audiovisuel de 45 mn

### Et aussi:

- des expositions • des animations
- la Cité des Jeunes • la Cité des Arts • le parcours dans les arbres...

## À la Cité des Sciences

Des scientifiques viennent exposer de manière simple et accessible leurs recherches, et répondre aux questions du public.

- **Patrizia D'Ettore:** Comment la domestication du loup en chien a fait de ces animaux les meilleurs amis humains ?
- **Nicolas Sabouret:** Sur l'intelligence artificielle
- **Pascal Yiou:** Changement climatique et événements climatiques extrêmes
- **Pauline Zarrouk:** Matière noire, énergie noire, et les dernières découvertes sur l'expansion de l'univers
- **Caroline Freissinet:** Océans souterrains, matière organique... : sous la surface glacée des satellites de Jupiter et Saturne, des mondes habitables ?
- **Sonia El Hedri:** Une nouvelle astronomie avec les neutrinos
- **Didier Aubœuf:** Recherche et stratégies : les défis du traitement du cancer
- **Sébastien Fontaine :**

Comment a-t-on pris conscience de notre place dans l'univers ?

- **Patrick Berche:** Le progrès décisif que constitue la vaccination dans l'histoire de la médecine
- **Marc-André Selosse :** l'agriculture, les sols, les écosystèmes
- **Jean-Léon Maître:** De l'embryon au bébé, ce n'est pas que de la génétique : les lois de la physique s'appliquent aussi !
- **Clémentine Vignal:** Sexe et comportement animal : des rôles femelles et mâles

universels ?

**Et des mini-conférences, pour tous les goûts et toutes les curiosités :** Qu'est-ce qui rend un son musical ? • Groenland, Ukraine : pourquoi les Terres Rares sont-elles indispensables ? • Féminin-masculin, quel genre de différences ? • Intelligence artificielle, les machines peuvent-elles penser ? • L'influence des mathématiques arabes sur les mathématiques européennes • Des étoiles de toutes les couleurs • Dernières nouvelles des trous noirs



## Le Préhisto-parc

Pour découvrir les grandes étapes de la Préhistoire, des origines de l'Homme... aux premiers métallurgistes.

**Conférences et ateliers** avec des archéologues de l'Inrap : **Vincent Mourre:** Néandertal a-t-il inventé le recyclage ? - **Maxime Rémicourt et Sarah Beiger:** Fabriquer des hochets comme à la préhistoire - **Philippe Lorquet:** le bas-fourneau - **Olivier Blin:** le four à céramique - **Véronique Pissot:** reconstituer des céramiques pour percer le mystère de leurs origines

De nombreux ateliers pour petits et grands.

## L'Arboretum

Promenades gratuites et commentées (50 min) au milieu de 100 espèces d'arbres.

**Au pavillon de l'arboretum:** les qualités du bois, des graines étonnantes, comment fonctionne un tour à bois, comment mesurer un arbre, comprendre le bananier

**Conférences:** **Georges Feterman** (association A.R.B.R.E.S.): Dernières nouvelles des arbres • **Brigitte Musch** (Office national des forêts): Les forêts et le réchauffement climatique, ce que peuvent les humains • **Nathalie Machon** (Muséum national d'histoire naturelle): Il n'y a pas que les humains qui vivent dans les villes

# Ukraine : diplomatie sur fond d'hécatombe

À la veille du 15 mai, la question restait ouverte : ce jour-là, le président russe, Poutine, irait-il à Istanbul et accepterait-il d'y rencontrer son homologue ukrainien Zelensky, comme semblaient le prévoir les dirigeants des États-Unis ?

De toute façon, ces pourparlers n'avaient guère de chance d'aboutir, Washington, auquel se sont ralliés Kiev et l'Union européenne, proposant un cessez-le-feu de 30 jours. Or, le Kremlin y met un préalable : la conclusion d'un accord de paix. Kiev, de son côté, refuse de signer un tel accord avec une Russie en position de force. De plus, le parrain américain des négociations a redit qu'il tenait pour acquis que la Crimée et le Donbass occupés resteraient russes.

À défaut de pouvoir le démontrer, Zelensky clame qu'il ne cédera pas un pouce de terrain. Il doit le faire face à d'éventuels rivaux, mais aussi vis-à-vis d'une

population à laquelle son régime a imposé d'immenses sacrifices au nom de la défense de la patrie. D'autant plus que cette population sait bien que les nantis du régime ukrainien, hauts bureaucrates et oligarques, se sont outrageusement enrichis durant cette guerre.

En face, Poutine se doit lui aussi d'afficher la plus grande fermeté, et pour les mêmes raisons fondamentales. Il sait que son « opération spéciale » n'a pas obtenu ce qu'il espérait – balayer le régime ukrainien en quelques jours – et que, en fin de compte, il devra sans doute se contenter de ce que Trump lui laissera prendre.

En attendant, chaque

jour des drones russes et ukrainiens font de plus en plus de dégâts et de victimes parmi les populations, la moindre modification de la ligne de front se mesure en dizaines de soldats tués et blessés. Le journal *Le Monde* peut parler de « week-ends d'intenses manœuvres diplomatiques », ce sont d'incessantes manœuvres guerrières que subissent de mille et une façons les travailleurs et petites gens d'Ukraine et de Russie à l'arrière comme au front.

Pour l'instant, cela n'a d'autre résultat visible que de répandre toujours plus de sang. Toutes les parties en présence savent pourtant à quoi les négociations actuelles vont aboutir et ont déjà abouti : pour Moscou, à des gains de territoire au détriment de Kiev et à la captation des richesses et industries, minières et métallurgiques notamment,



Une mine d'ilmenite, une des terres rares, en Ukraine.

qui s'y trouvent. S'agissant de Washington, il y a la mainmise des géants américains des affaires sur l'immense marché de la reconstruction de l'Ukraine. Cela a été acté par Zelensky et son Parlement dans la foulée de la cession – en fait, de l'extorsion par les États-Unis – des fameuses terres rares d'Ukraine, à quoi s'ajoutent bien d'autres ressources minérales et énergétiques sur lesquelles ont « légalement » fait main basse des trusts américains.

Après cela, il reste sans doute encore des « détails » à régler autour de la table des négociations, dites de cessez-le-feu ou de paix. Mais il est plus probable que cela se fera dans les coulisses d'Istanbul ou d'ailleurs, où les représentants des possédants et dirigeants américains, russes et ukrainiens décideront, dans le dos des peuples et à leurs dépens, de la suite, sinon de la fin de cette guerre qu'ils leur ont imposée.

Pierre Laffitte

## Des « volontaires » pour une part du gâteau

Macron et les chefs d'État allemand, britannique et polonais se sont rendus à Kiev le samedi 10 mai pour donner l'impression qu'ils jouent tout de même un rôle. Les États-Unis de Trump font en effet bien peu de cas des Européens dans leur gestion diplomatique de la guerre en Ukraine.

Depuis Kiev, les dirigeants européens ont donc participé avec Zelensky à une visioconférence de la Coalition des volontaires, censée discuter des moyens d'assurer la sécurité de l'Ukraine en cas d'accord de paix avec la Russie. Un ultimatum a été adressé à Poutine : il devrait accepter une trêve de 30 jours,

faute de quoi les dirigeants européens se tourneront vers Trump pour exiger des sanctions. Le ridicule ne tue pas !

Derrière cet exercice diplomatique des puissances occidentales de second rang se cachent des intérêts bien concrets.

Les industriels français de l'armement ont déjà

largement bénéficié depuis trois ans des prétendues « aides à l'Ukraine », et sa « sécurisation » leur ouvre des perspectives. D'autres groupes, comme la BNP-Paribas, ont mis la main sur des terres agricoles ukrainiennes.

Avant de se rendre à Kiev, Macron a fait un détour par la Pologne, avec laquelle a été signé un traité de coopération prévoyant une assistance militaire, et aussi économique. Au cas où il resterait des contrats à rafler, dans le nucléaire notamment, que les industriels américains n'auraient pas



La coalition des « volontaires ».

encore obtenus.

Derrière les formules creuses prononcées par les chefs d'État concernant la liberté des peuples, il n'y a pas

à chercher trop loin pour trouver les intérêts des industriels et des marchands d'armes.

Lucas Pizet

## Qatar : Vinci pas près d'être condamné

Dix ans après le dépôt d'une plainte par une ONG, la Cour de cassation a confirmé le 6 mai la mise en examen du groupe Vinci pour travail forcé sur les chantiers des stades de la Coupe du monde au Qatar en 2022.

Le journal britannique *The Guardian* avait alors évoqué 6 500 ouvriers morts au Qatar dans les

dix années précédant la Coupe du monde. Pour la grande majorité, ils étaient venus d'Asie. Beaucoup témoignaient que, à leur arrivée, leur passeport avait été confisqué.

Les groupes du bâtiment ont transformé les chantiers en bagnes, profitant de l'absence de droit du travail et de syndicats. Vinci va, peut-être

maintenant, se retrouver sur le banc des accusés mais la multinationale a mille moyens de ralentir les procédures.

Il est plus facile de faire construire un stade de football par des esclaves que de conduire les esclavagistes modernes devant les tribunaux.

B.S.

## Erratum Grande-Bretagne

Dans l'article de *Lutte ouvrière* du 9 mai au sujet des élections locales en Angleterre, le score du parti d'extrême droite Reform UK a été exagéré : il n'a pas obtenu 40 % mais 31 % des suffrages exprimés. Cela n'en fait pas une bonne nouvelle !

Dans la foulée de ces résultats, le gouvernement Starmer a accentué son alignement sur la démagogie xénophobe du parti de Nigel Farage, en présentant un projet de loi anti-immigration

visant à empêcher la Grande-Bretagne de devenir une « île d'étrangers ». Sur la même thématique, sa ministre de l'Intérieur confirme que, cette année, pour la première fois, le gouvernement va rendre publiques les nationalités des 19 000 « criminels étrangers » qu'il compte expulser. Si Farage a fait de la xénophobie son fond de commerce, le gouvernement Starmer le suit de près.

T.H.

## Moyen-Orient: Trump en voyage d'affaires

À partir du 13 mai, le président des États-Unis devait visiter trois pays de la région du Golfe : l'Arabie saoudite, le Qatar puis les Émirats arabes unis. La conclusion de gigantesques contrats pour les entreprises américaines est prévue, et ce voyage a évidemment aussi des visées politiques et diplomatiques.

La presse a parlé du cadeau personnel du Qatar à Donald Trump : un Boeing 747 de luxe d'une valeur de 400 millions de dollars. Mais derrière ce « modeste présent », il y a le gros du pactole. Rien que pour l'Arabie saoudite, près de 600 milliards de dollars de commandes devraient aller dans les caisses de grands trusts des États-Unis. Et ce n'est pas pour rien que Trump est accompagné d'une brochette de grands

patrons et de financiers : d'Elon Musk à Larry Fink, le PDG de BlackRock, plus gros fonds financier du monde, en passant par des PDG d'entreprises de haute technologie... et de Boeing !

Côté diplomatique, le voyage de Trump vise aussi à montrer que les États-Unis n'ont pas qu'Israël comme allié dans cette région, loin de là. Tout en continuant à fournir armes et financements à l'armée israélienne, lui permettant de

perpétuer les destructions et le massacre de la population palestinienne, le gouvernement américain fait ostensiblement des gestes qui ne peuvent pas plaire à Netanyahu, lequel en fait trop à sa tête selon Trump.

Ainsi, les États-Unis viennent de négocier directement avec le Hamas par-dessus la tête de l'armée israélienne la libération du dernier otage américain. Avec les Houthis du Yémen, un cessez-le-feu a été signé dans lequel les rebelles yéménites s'engagent à ne plus cibler aucun navire de commerce en mer Rouge... mais l'accord les laisse libres de viser Israël.

Dans la même veine, Trump a rencontré le nouveau dirigeant syrien



THE WHITE HOUSE

al-Charaa et annoncé la levée des sanctions américaines contre son pays. Enfin, lors de ce voyage, Trump devait aussi signer un accord autorisant le développement d'une industrie nucléaire civile en Arabie saoudite, ce à quoi Israël s'oppose.

Les étapes du voyage sont aussi un symbole. Alors que le gouvernement israélien envisageait de bombarder l'Iran pour détruire tous ses sites militaires nucléaires, les États-Unis ont relancé des négociations avec le régime iranien sur ce sujet. Les trois pays du Golfe visités

appuient cette démarche.

Quant à la guerre meurtrière qu'Israël continue de mener à Gaza, Trump préfère pour l'instant détourner le regard. Plus il y aura de Palestiniens tués ou réduits à vivre dans les ruines, plus il sera facile à l'impérialisme américain de gouverner le Moyen-Orient, éventuellement en s'assurant la collaboration de l'Arabie saoudite et des Émirats et en la faisant accepter aux dirigeants israéliens. Sans oublier, bien sûr, de permettre à des capitalistes des États-Unis de faire des profits au passage.

**Pierre Royan**

## Haïti : la population contre la loi des gangs

Dans leur journal *La Voix des travailleurs* du 1<sup>er</sup> mai, nos camarades haïtiens de l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires - UCI) dénoncent la situation dramatique en Haïti.

« Le chaos qui ravage Haïti, et particulièrement sa capitale Port-au-Prince, atteint un degré d'horreur sans précédent. Plus de 80 % de la capitale est sous la coupe de gangs armés, issus des entrailles pourries d'un système économique et social dominé par une poignée de riches parasites. Des quartiers entiers sont vidés de leurs habitants, transformés en champs de ruines. Les écoles et les hôpitaux sont incendiés, pillés. Les rares entreprises encore debout ferment en série, laissant des milliers de travailleurs sur le carreau. Les marchés publics sont déserts ou occupés par des bandes

Port-au-Prince, jadis cœur économique et politique du pays, est aujourd'hui un cimetière à ciel ouvert, une ville agonisante, coupée du reste du pays et du monde. Routes bloquées, ports et aéroports paralysés, rues désertées ou aux mains des bandes armées : telle est la sinistre réalité quotidienne. Sur les principales artères et routes nationales, les bandits érigent des postes de péage improvisés,

dévalisant chauffeurs et passagers sous la menace des armes, aggravant la paralysie économique et la terreur généralisée.

Mais ce chaos n'est pas tombé du ciel. Il est l'aboutissement de plus de cinq siècles de pillage, de dépeçage systématique de ce coin de terre par les puissances occidentales : de l'Espagne aux États-Unis, en passant par la France et l'Angleterre. Les classes possédantes locales et leurs valets politiques ont repris le flambeau de cette mise à sac, poursuivant avec zèle l'œuvre d'exploitation et de destruction au détriment des masses laborieuses.

Ce n'est pas une malédiction mais le résultat direct de la domination séculaire des classes possédantes et de leurs valets. Depuis des décennies, ces parasites s'enrichissent en affamant les travailleurs, en privant les jeunes d'éducation, en condamnant les masses à la misère. Aujourd'hui, les bandes armées, qu'elles ont nourries et instrumentalisées pour se maintenir au pouvoir, échappent à leur contrôle et plongent



Camp de personnes déplacées en Haïti, janvier 2025.

tout le pays dans l'abîme. Bien avant cette explosion de barbarie, la situation était déjà infernale pour les classes populaires : chômage endémique, inflation galopante, conditions de vie déplorables. Aujourd'hui, cette misère s'est transformée en un véritable enfer avec la dictature des gangs. C'est l'anéantissement pur et simple de toute forme de vie digne.

Face à cette barbarie, il n'y aura pas de solution venant d'en haut, ni des valets locaux, ni de la prétendue « communauté internationale » représentant

les intérêts des puissances impérialistes. La seule force capable de sauver le pays et sa population pauvre, c'est celle des classes populaires elles-mêmes.

Déjà, des signes d'espoir surgissent. À Léogâne, à Canapé-Vert, à Delmas, dans plusieurs zones du Sud, du Nord, du Nord-Ouest, des habitants organisent des brigades de vigilance, chassent les bandits, bloquent les tentatives d'infiltration. Les riverains des quartiers populaires, les déplacés des camps, par milliers, expriment leur ras-le-bol et leur

soif de dignité à travers des manifestations et des rassemblements.

C'est dans ces mobilisations populaires, dans ces initiatives d'autodéfense locale que réside la solution et elles doivent être dirigées, contrôlées par les travailleurs et les pauvres des quartiers. Mais il faut aller plus loin : il faut fédérer ces résistances, les étendre à tout le pays, en faire un véritable soulèvement national contre les gangs et contre ceux qui, depuis des générations, exploitent et écrasent les masses pauvres. »

**La Voix des travailleurs**

## 8 mai 1945 : massacres coloniaux en Algérie

À partir du 8 mai 1945, à Sétif, Guelma, Kherrata et d'autres localités de la vaste région autour de Constantine, l'armée française, la gendarmerie et des milices de colons se sont livrés à des massacres de masse contre les Algériens. Longtemps occultés par l'État français, tardivement reconnus mais minimisés, ces massacres sont l'un des nombreux crimes de la France en Algérie.

Ce jour-là, alors que des manifestations destinées à fêter la fin de la guerre mondiale et la libération de l'occupation nazie étaient organisées dans toutes les villes françaises, des militants nationalistes algériens décidèrent de défilier avec leurs propres slogans. Dans cette Algérie alors département français, ils affirmaient « À bas le colonialisme ! », « Vive l'Algérie libre et indépendante ! », « Libérez Messali ! ». Deux semaines plus tôt, Messali Hadj, dirigeant du Parti du peuple algérien (PPA), constamment surveillé et régulièrement emprisonné, venait en effet d'être arrêté et déporté à Brazzaville, au Congo.

### L'oppression alimente la révolte

Messali Hadj et ses camarades dénonçaient, depuis les années 1920, les oppressions multiples subies par l'immense majorité des Algériens et furent les premiers à revendiquer l'indépendance. Privées de droits civils, d'accès à l'éducation

et aux soins, en butte au racisme et aux humiliations permanentes des colons et de l'administration coloniale, les classes populaires algériennes subissaient en outre des privations terribles, y compris la famine. En 1939, Albert Camus dénonçait la « misère en Kabylie », décrivant « des familles restant deux ou trois jours sans manger » et des enfants « morts pour avoir mangé des racines vénéneuses ». La guerre avait durement aggravé ces privations. Sous la pression des colons, le nouveau gouvernement français, dirigé par de Gaulle avec la participation des partis du Conseil national de la résistance (CNR), dont le Parti communiste français, qui avait cinq ministres, ne voulait rien changer ni au statut ni au sort de la population algérienne.

Malgré les mots creux sur la liberté et la démocratie retrouvées, malgré les dizaines de milliers de tirailleurs algériens morts en Italie ou en Provence pour « libérer la France », la seule concession faite

par de Gaulle fut d'accorder la citoyenneté française à 63 000 Algériens dits « évolués »... sur 7 millions d'Algériens musulmans. Ce mépris réitéré fit basculer Ferhat Abbas, pharmacien à Sétif et nationaliste modéré qui réclamait encore en 1936 « une République autonome algérienne fédérée à une République française rénovée », vers la revendication de l'indépendance. En mars 1944, il fonda les Amis du Manifeste et de la liberté (AML), soutenus par le PPA clandestin de Messali Hadj et les oulémas, les docteurs de la foi islamique. L'AML réclamait l'indépendance et une Assemblée constituante algérienne. Lors de son premier congrès, en avril 1945, le mouvement avait déjà 100 000 militants, issus de divers milieux sociaux, décidés à ne plus baisser la tête. L'AML ne voulait pas organiser une insurrection armée mais souhaitait profiter des manifestations du 1<sup>er</sup> mai puis du 8 mai 1945 pour montrer ses forces et affirmer ses revendications.

### Le pouvoir colonial massacre

En face, le pouvoir colonial, les préfets et sous-préfets, les représentants des gros colons, les chefs de la gendarmerie et de l'armée se préparaient au contraire à provoquer les manifestants. Il s'agissait de « crever l'abcès » selon les mots du sous-préfet de Guelma, ce que le préfet de Sétif avait formulé par « faites tirer sur tous ceux qui arborent le drapeau algérien ». Se sentant menacés par ce qu'ils appelaient « l'arrogance des musulmans » qui osaient relever la tête et n'acceptaient plus d'être traités en sous-hommes, un certain nombre de colons s'étaient organisés en milices armées. Autant dire que les massacres étaient prévisibles sinon prémédités. Déjà le 1<sup>er</sup> mai, la police attaqua les manifestants, tuant trois personnes à Alger et à Oran.

À Sétif, le 8 mai, la manifestation algérienne, organisée le matin, jour de marché, rassembla 10 000 personnes non armées. Outre des slogans dénonçant le colonialisme et exigeant la libération de Messali Hadj, un drapeau national algérien apparut et un jeune



Le 8 mai 1945 à Sétif.

scout qui le brandissait fut abattu par un policier, ce qui déclencha de violentes représailles contre les colons français. L'après-midi, la manifestation de Guelma, composée surtout de jeunes, dégénéra de la même façon : un drapeau algérien fut arboré, la police chargea et tua plusieurs manifestants qui s'en prirent à des colons. Certains furent tués dans des fermes isolées. Immédiatement, Achiary, sous-préfet de Guelma, ordonna l'arrestation de tous les membres de l'AML et du PPA connus, autorisa une milice de 280 colons armés à lancer une chasse à l'homme et déploya tous les moyens militaires à sa disposition.

Une terrible répression allait s'abattre sur les habitants arabes de toute la région et durer près de sept semaines. Les militants nationalistes furent traqués, torturés et abattus. L'armée déploya chars et des automitrailleuses, détruisit et incendia des villages entiers. Des fermes avec tout le bétail, le matériel, les récoltes furent méthodiquement détruites. Dans une localité, tous les Algériens sachant lire furent passés par les armes. À Kherrata, des centaines, peut-être des milliers d'habitants, furent jetés morts ou vifs dans les gorges voisines. Le gouvernement de De Gaulle envoya des renforts depuis la France. Il fit bombarder des villages par l'aviation et des villes côtières, comme Bejaïa, par des navires de guerre. Pour cacher l'ampleur du massacre, des cadavres furent brûlés dans

des fours à chaux, jetés dans des puits ou des rivières. Pour 102 colons français tués les 8 et 9 mai 1945, plusieurs dizaines de milliers d'Algériens furent massacrés. Le gouvernement français a reconnu 1 000 à 1 500 morts, le PPA en a dénoncé 45 000 tandis que les historiens évaluent le nombre de victimes entre 20 000 et 30 000.

### La complicité du PCF

Les massacres du Constantinois creusèrent d'autant plus un fossé de sang entre la population musulmane d'Algérie et la France, qu'ils furent cautionnés par tous les partis. Dans cette ignominie, le Parti communiste français, le plus influent dans la classe ouvrière, qui mettait alors tout son poids pour faire accepter la restauration de l'appareil d'État bourgeois et s'opposait à toute perspective d'indépendance des colonies, porte une responsabilité particulière. Dès le 9 mai, les dirigeants du PCF qualifiaient les chefs nationalistes de « provocateurs à gages hitlériens » et demandaient que « les meneurs soient passés par les armes ». Cet alignement du PCF sur la bourgeoisie française contribua à séparer les exploités algériens et français. Il discrédita les militants communistes en Algérie et renforça le courant nationaliste, qui allait s'imposer comme direction unique au cours de la guerre d'indépendance qui commença neuf ans après ces massacres de 1945.

Xavier Lachau



L'Étoile nord-africaine en Kabylie manifeste sous le portrait de Messali Hadj dans les années 1930.

## Finances publiques – Paris : succès des grévistes du ménage

À la Direction régionale des Finances publiques de Paris (DRFiP), le travail d'entretien des locaux est très majoritairement sous-traité à des sociétés de nettoyage, toutes plus après au gain les unes que les autres.

Le marché est renouvelé tous les trois ans. Depuis novembre 2023, la société Maintenance industrie a remplacé Derichebourg propreté. Lors de ce changement, les représentants du personnel de la DRFiP ont appris que le montant du marché avait été doublé ainsi que les heures de travail. La plupart des salariés sont à temps partiel imposé, avec un salaire faible de 500 à 800 euros. Certains cumulent les emplois pour avoir un revenu qui permette de vivre, puisque, à

la DRFiP, certains avaient des contrats inférieurs à 16 heures par semaine.

Devant l'absence de réponse aux demandes des salariés d'avoir davantage d'heures, une vingtaine d'entre eux se sont mis en grève le 24 février, soutenus par des militants CGT des Finances publiques. Évacués des locaux le premier jour, les grévistes ont ensuite manifesté devant le siège de la DRFiP. Celle-ci a reçu une délégation mais n'a rien fait pour obliger le prestataire à augmenter le

nombre d'heures de travail de ses salariés travaillant sur les sites des Finances publiques.

Ensuite, depuis ce 24 février, les grévistes ont manifesté tous les jours devant le siège de l'entreprise, devant les centres des Finances où ils travaillent, dont les salariés ont manifesté leur soutien en donnant aux collectes. Deux manifestations ont été organisées depuis la mairie du 20<sup>e</sup> arrondissement jusqu'au siège de Maintenance industrie. À chaque fin de rassemblement, les grévistes décidaient ensemble de la mobilisation de la journée suivante.

Le 4 avril, quand finalement l'entreprise a accepté de recevoir les grévistes, elle a osé leur proposer une



prime mensuelle de 50 centimes brut, pour un temps complet, pour nettoyer le vêtement de travail ! Pour les salariés, qui réclamaient une prime de blanchissage de 25 euros, c'était une provocation. Les grévistes ont dû aussi affronter l'hostilité des délégués officiels des entreprises de ménage qui, en particulier, les empêchaient d'entrer au siège. Ils ont aussi manifesté au musée du Petit Palais de la ville de Paris, dont une partie du nettoyage est assurée par des salariés de Maintenance

Industrie, avec un certain écho médiatique.

Après onze semaines de grève, l'entreprise a dû finalement céder sur la revendication principale des salariés, celle d'avoir plus d'heures de travail. Pour la plupart des grévistes, le temps de travail augmentera d'une heure par jour en moyenne, ce qui représentera environ 150 euros de plus par mois. C'est une victoire, même si l'entreprise a les moyens de payer bien mieux tous les salariés.

**Correspondant LO**

## Cartonnerie Hinojosa – Compiègne : le 0% du patron remballé



Les travailleurs de la cartonnerie Hinojosa de Compiègne se sont mis en grève lundi 11 mai.

Sur la question des salaires, la direction avait d'abord proposé 1 % d'augmentation, ce qui était déjà une provocation, avant d'annoncer 0 % devant le refus des syndicats des quatre sites français du groupe de signer son accord.

Le chantage n'a pas fonctionné. Les travailleurs ont répondu que ce serait donc zéro travail. À l'issue de deux débrayages les 6 et 7 mai, ils ont voté la grève après le pont du 8 mai. Cinquante travailleurs, c'est-à-dire une grosse partie de la production de cette usine de 125 salariés au total, se sont retrouvés le 12 mai, à 9 heures, toutes les équipes confondues, et ont pu discuter ainsi tous ensemble. Quelques heures plus tard,

la direction revenait sur ce 0 %, ce qui était déjà un point marqué par les grévistes. La décision a donc été prise de continuer le lendemain et de se réunir de nouveau, toutes équipes confondues.

Beaucoup trop de choses restent en travers de la gorge des ouvriers. En plus des salaires, il y a les conditions de travail, les machines usées jusqu'à la corde qui ne sont jamais réparées et en deviennent dangereuses, la pression en fabrication pour rester vissé à sa machine et ne s'en éloigner, même pour aller aux toilettes, que si l'on a la permission. Tout ce mépris a fait déborder le vase.

Pour tous, le salaire doit permettre de vivre et de faire face à l'inflation. Cette

cartonnerie, plus connue dans la région sous le nom d'Allard, fait partie depuis 2021 du groupe Hinojosa, qui possède 25 usines en Espagne, en France, au Portugal et en Italie, et a un chiffre d'affaires de presque 800 millions d'euros. Alors, le discours du patron, qui prétend qu'il ne peut rien faire pour les salaires, n'est pas passé.

Après avoir été obligée de remballer son 0 %, la direction a proposé 1,3 % et une prime de 120 euros. Mardi 13, en fin d'après-midi, les grévistes ont décidé de reprendre le travail tous ensemble le lendemain. Le 1,3 % ce n'est pas ce qu'il faut, mais c'est un recul du patron. Tous les grévistes sont satisfaits d'avoir montré qu'ils ne se laissent pas marcher sur les pieds.

**Correspondant LO**

## Arkema – Jarrie : premier recul

Après quatre mois de négociations d'un « plan social » qui prévoit la suppression de 154 emplois sur son site de Jarrie, près de Grenoble, la direction d'Arkema a osé refuser toute prime hors indemnités de licenciement.

Non seulement la direction jette 154 travailleurs à la rue, mais en plus, comme disent certains ouvriers, « elle nous crache à la figure. » Cette multinationale a pourtant des résultats florissants... Siège social titillant, actionnaires pleins aux as, cours de l'action et chiffre d'affaires en hausse. Ces 154 emplois auxquels s'ajoutent ceux de tous les sous-traitants, n'en sont pas moins menacés. Des familles entières sont dans l'incertitude pour leur avenir proche ou plus lointain. À côté, à Pont-de-Claix, l'entreprise Vencorex, groupe thaïlandais, a récemment donné 40 000 euros de prime alors qu'elle était en liquidation, somme que bien des travailleurs trouvaient déjà

ridicule.

Alors, le refus d'une prime supralégale n'est pas passé. Les directeurs locaux ont été apostrophés « à deux doigts des moustaches » ... Et comme ils ont expliqué qu'une prime n'avait pas lieu d'être puisque le site ne fermait pas complètement, les travailleurs, les prenant au mot, ont immédiatement tout fermé. Depuis le 7 mai, la production est à l'arrêt, les entrées à nouveau bloquées. Lundi 12 mai, dès le matin, une centaine de travailleurs étaient devant les bureaux de la direction. Dans la journée, celle-ci proposait 30 000 euros, plus 1 000 euros par année d'ancienneté, plafonnés à 40 000... à condition de redémarrer l'usine et de signer un document garantissant de ne pas attaquer Arkema en justice.

Pour les travailleurs, ce petit recul est loin d'être suffisant. Le combat continue !

**Correspondant LO**



## Cognac : ivresse des profits, gueule de bois des emplois

Le PDG de Hennessy, propriété de LVMH et de Bernard Arnault, vient d'annoncer la suppression de 1 200 emplois d'ici trois ans, soit 13 % des effectifs du groupe.

Le PDG ne se gêne pas pour dire que cela se fera sans recourir à un plan social, par « une baisse drastique de l'appel aux intérimaires, la non-reconduction des contrats précaires et des propositions de départs volontaires », comme si c'était positif. Il justifie cette saignée par la baisse importante des ventes de cognac, en particulier à l'exportation, aux USA et en Chine, une baisse qui concerne l'ensemble des maisons de cognac.

Cette baisse des ventes a commencé il y a plusieurs années, avant l'épisode de l'augmentation des droits de douane à l'importation aux USA et en Chine. Elle

fait suite à une période où la production et la vente de ces produits de luxe se sont emballées. C'est ainsi qu'en 1997, Bernard Arnault était venu à Cognac pour l'inauguration d'une nouvelle unité de production en disant : « Chaque fois que je viens ici, on me demande plus de production ». Toutes ces sociétés de négoce ont accumulé des profits considérables, leurs cours boursiers ont augmenté, leurs propriétaires se sont enrichis démesurément, à l'instar de Bernard Arnault, dont la fortune, qui croît de 10 000 euros chaque seconde, lui permet d'acquiescer yacht, château, terres et bien des sociétés.

À la source de ces

fortunes, il y a le travail de milliers d'ouvriers. Même avec des ventes en diminution, les profits se maintiennent, tant règnent précarité de l'emploi, salaires très bas et primes aléatoires sur les exploitations agricoles et les chaînes d'em-bouteillage. Même au sommet de la rentabilité, le patronat avait refusé aux travailleurs les retombées de ces superprofits. Témoin ces mouvements de grève en février 2025 qui ont touché Martell (qui appartient à la multinationale Pernod-Ricard) alors que la firme réalisait son deuxième meilleur exercice et refusait le versement d'une « prime de partage de valeur ».

Actuellement, toutes les maisons de négoce ont décidé de faire payer la crise aux travailleurs. Toutes manœuvrent pour réduire



ARC

la masse salariale, comme Hennessy, qui fait passer de cinq à quatre jours l'ouverture du site de production de Bagnolet, ou recourt au chômage partiel, comme Rémy Martin, dont les travailleurs perdent 7 % de leur salaire. Pour faire bonne mesure, toutes aussi, comme Martell, veulent réduire de 30 % les volumes d'eau de vie achetées à plus d'un millier de viticulteurs qui, du coup, parlent d'employer moins de salariés.

Face à cette situation, les premiers à réagir ont été les viticulteurs, réclamant l'intervention de l'État. En novembre 2024, il y a eu une mobilisation

des travailleurs à Cognac lorsqu'ils ont appris la décision de transférer l'em-bouteillage en Chine, un projet que Hennessy a finalement abandonné. Il est maintenant question d'une manifestation à Paris contre les suppressions d'emplois massives.

L'inquiétude est là. Qu'une multinationale comme LVMH, qui a accumulé tant de profits, dont le propriétaire gagne l'équivalent d'un smic toutes les 15 secondes, prépare des milliers de suppressions d'emplois et appauvrisse toute une région, est inacceptable.

Correspondant LO

## Vencorex – Grenoble : licenciés et pollueurs



Grévistes de Vencorex.

Depuis le 7 mai, sur la plateforme chimique de Pont-de-Claix dans l'Isère, plus de 400 travailleurs de Vencorex sont licenciés. Seul l'atelier Tolonate et ses 54 salariés, repris par BorsodChem, la filiale hongroise du chinois Wanhua, continue de fonctionner.

Ce démantèlement brutal laisse aussi entier le problème de la pollution de ce site de quelque 120 hectares, classé Seveso « seuil haut » en raison des risques liés aux matières premières utilisées et à ses productions. Des explosions mortelles s'y sont produites à plusieurs reprises par le passé et l'amiante, utilisé massivement bien après son interdiction officielle grâce à des dérogations, y a employonné

des centaines de salariés.

Durant plus d'un siècle, des centaines de tonnes de produits parmi les plus toxiques ont été lâchées dans l'atmosphère, le vent permettant opportunément d'éviter que des nuages toxiques ne touchent les populations environnantes. D'autres furent déversées dans la rivière voisine, le Drac. Les sols sont durablement pollués et des inter-dictions de consommer les

produits des jardins ont été prononcées sur un vaste périmètre. D'autres déchets enfin, des dizaines de milliers de mètres cubes, ont été enfouis dans les sous-sols, puis récemment entourés d'un sarcophage de béton.

Interrogé le 5 mai par une commission d'enquête parlementaire sur la dépollution du site, Jean-Luc Béal, ancien PDG de Vencorex, a avoué que son coût, estimé à plusieurs milliards par certains, n'avait pas même été calculé. L'entreprise n'en a pas moins touché 80 millions d'euros d'aides publiques de 2012 à 2024, dont la moitié, un comble, dans le cadre du nouveau Plan de prévention des risques technologiques. Et d'ajouter sans complexe : « Le coût de la dépollution est un chiffre certainement très élevé. Mais nous sommes incapables de le chiffrer, parce qu'on ne connaît pas nous-mêmes, après douze ans de présence, la pollution de la plateforme ». Les uns après les autres, les propriétaires successifs (Rhône-Poulenc, Rhodia, jusqu'à Vencorex) se sont contentés de déverser leurs déchets dans une immense fosse et d'exercer une surveillance par un

système de prélèvements et de sondages.

Pour les capitalistes et leurs actionnaires, c'est toujours « après nous le déluge ». Que vont devenir ces déchets toxiques à l'avenir ? Qui assumera le coût de la dépollution ? Pour en assumer la charge, ces gens-là comptent de nouveau sur les pouvoirs publics... qui

la transféreront d'une façon ou d'une autre à la population. Les pollueurs refusant d'être les payeurs, les fortunes qui ont été accumulées par les actionnaires et leurs prête-noms durant des décennies grâce à l'exploitation des travailleurs du site devraient être réquisitionnées !

Correspondant LO

## Patrons de l'automobile : la loi, c'est eux

Le 8 mai, le Parlement européen a voté une « mesure de flexibilité » qui permet aux industriels de l'automobile d'échapper aux amendes qui devaient s'appliquer à la fin de l'année 2025 à ceux qui ne respectaient pas les objectifs de baisse des émissions de CO<sub>2</sub> de leurs véhicules.

Désormais, ces émissions seront lissées sur une moyenne des années 2025 à 2027, et d'éventuelles sanctions ne tomberont qu'ensuite. Les patrons de l'automobile agitaient la menace, largement exagérée, de 15 milliards d'euros d'amendes

potentielles.

En 2022, les amendes des constructeurs étaient déjà tombées à zéro. La création de « pools » avec des fabricants de véhicules électriques comme Tesla permettait de compenser légalement les émissions des modèles thermiques. Cette technique ne suffisait plus, le texte voté le 8 mai leur accorde un répit de deux ans. Le temps de s'adapter aux normes, de pousser à un nouvel « assouplissement » des règles, voire à leur suppression pure et simple.

Lucas Pizet

# SNCF : préparer la riposte de tous

La presse, le gouvernement et la direction de la SNCF avaient depuis des semaines dénoncé l'appel à la grève la semaine du 8 mai des contrôleurs et d'autres catégories de cheminots. Ils les ont traités, tour à tour, d'irresponsables et de privilégiés préparant « une semaine noire » aux voyageurs. Aucun ne décrivait la dégradation des conditions de travail, de roulement et de rémunération à l'origine du conflit.

Puis on a vu Farandou, le PDG de la SNCF, fanfaronner dans les médias sur le fait que 90 % des TGV circulaient durant le week-end. La même presse aux ordres a présenté cette grève comme un échec, certains prétendant que la mobilisation avait été faible.

En réalité, malgré la division syndicale et les appels catégoriels, nombre de cheminots ont répondu présent aux différents appels à la grève. Chez les contrôleurs au TGV, celle-ci a été suivie par exemple avec des taux de grévistes au-dessus de 70 %, selon Sud-Rail.

La direction n'a pu faire circuler les trains qu'en recourant à une armée de cadres, dénommés VAO, Volontaires accompagnateurs occasionnels, grassement payés pour remplacer les contrôleurs grévistes.

En 2022, un appel à la

grève partie d'un collectif de contrôleurs, le CNA, avait paralysé le réseau à l'échelle nationale. Depuis, la direction a cherché à s'en prémunir en formant à la va-vite, souvent à distance, des cadres n'ayant rien à voir avec le métier de contrôleurs, alors que ceux-ci ont aussi des fonctions de sécurité. On voit qui fait preuve d'irresponsabilité.

Elle avait par exemple utilisé ce dispositif en mars dernier dans le sud-est et elle était parvenue à faire rouler les trains alors que les contrôleurs étaient en grève à 90 %. Elle a renouvelé l'opération la semaine du 8 mai.

Nombre de militants syndicaux se sont indignés, jugeant la méthode déloyale. Mais le patronat mène la lutte de classe, avec l'ensemble des moyens à sa disposition. Les travailleurs



Assemblée de grévistes en 2019.

doivent en faire autant. Et c'est d'abord une question de conscience.

Beaucoup de contrôleurs pouvaient penser que leur présence indispensable au départ d'un train leur donnait un rôle stratégique. Et certains leaders syndicaux ou encore du CNA ont cultivé l'illusion que, non seulement il n'est pas nécessaire de lutter ensemble mais, qu'en réclamant sous forme catégorielle, corporatiste, il est plus facile de gagner.

En réalité, et particulièrement dans cette période d'offensive du patronat, celui-ci veut au contraire montrer son intransigeance, dans le public comme le privé. Et il sait

que s'il cède à certaines catégories, l'exemple fera contagion. Alors si le patronat fait bloc, les travailleurs doivent en faire autant. Et si les cheminots entrent en lutte ensemble, conducteurs, contrôleurs, agents des gares, ouvriers des ateliers, aiguilleurs, les manœuvres antigreve de la direction apparaîtront dérisoires.

Ce n'est pas la stratégie poursuivie par les directions syndicales. Elles ont au contraire contribué à la division. Sud-Rail appelait avec le CNA à la grève des contrôleurs les 9, 10 et 11 mai, mais s'alignant sur les préjugés corporatistes, appelait chaque catégorie à part, les jours précédents.

La CGT, de son côté, avait appelé à entrer en lutte « dès le 5 mai », mais pour tout stopper rapidement car elle refusait d'appeler à la grève du 9 au 11 mai, même chez les contrôleurs. Nulle part les syndicats n'appelaient les cheminots à en décider.

Les cheminots sont tous confrontés aux mêmes reculs concernant les salaires, les emplois et les conditions de travail. Ils devront mettre en avant les revendications pouvant unifier l'ensemble des travailleurs. Et ils devront s'assurer du contrôle de leur lutte pour déjouer toutes les manœuvres de division.

**Christian Bernac**

## QUI SOMMES-NOUS?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

*Lutte ouvrière* est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mai 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :  
LUTTE OUVRIÈRE  
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

Sur Internet  
[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)  
**Vidéos** [www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Audio-LO** [www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

# CMA CGM : la croissance d'un parasite

Rodolphe Saadé, le patron-proprétaire de CMA CGM, troisième armateur de porte-conteneurs et un des premiers groupes mondiaux de logistique, a été interrogé par une commission sénatoriale, lundi 12 mai.

Quoique cette commission examine les aides de l'État aux entreprises, Saadé n'a eu à répondre que sur deux points : la taxe au tonnage et son attitude vis-à-vis du président Trump lorsque ce dernier l'a reçu à la Maison Blanche. Le directeur financier de CMA CGM, un ancien directeur du Trésor qui a rejoint la cohorte de hauts fonctionnaires et anciens ministres salariés par Saadé, a certes chiffré à 5,7 milliards d'euros l'économie faite par l'entreprise aux dépens des caisses publiques, pour la seule année 2022. Mais, a-t-il ajouté, la taxe au tonnage n'a pas coûté aussi cher à l'État et pas rapporté autant à l'entreprise tous les ans, donc tout va pour le mieux. Les sénateurs ne l'ont pas contredit.

Saadé s'est expliqué lui-même sur sa visite à

Trump et sur la promesse d'un investissement de 20 milliards de dollars aux États-Unis, alors même que le président et le gouvernement français appellent les patrons au patriotisme économique. L'armateur a minimisé l'investissement, banal selon lui, affirmé que seul Trump en avait fait un événement et expliqué que CMA CGM investissait partout et tout le temps.

C'est en effet le cas. En ne parlant que des dernières semaines, le 25 avril, l'armateur s'est offert 51 % du premier opérateur portuaire du Brésil et propose d'acquérir le reste. Le 28, une filiale de CMA CGM a acheté le logisticien turc Borusan, ses 4 000 salariés et ses 600 000 mètres carrés d'entrepôts. Le 30 avril, le groupe a « sauvé » Air Belgium en conservant 124



GLOBAL TRADE PLATFORM

Le port de Lattaquié en Syrie.

emplois sur 400 et, c'est ce qui compte, en devenant propriétaire de quatre avions gros porteurs supplémentaires. Le 2 mai, Saadé s'est assuré la gestion du premier port syrien, Lattaquié, pour les trente ans à venir. Le 10, il a annoncé son rachat de la chaîne Chérie 25, un an après le rachat du groupe BFMTV. Enfin, le 12, pour l'ouverture du Festival de Cannes, le groupe prend 20 % de Pathé, principal industriel du cinéma en France.

Les sénateurs s'interrogent gravement sur les aides publiques à CMA CGM et les plus radicaux contestent poliment un

million par ci, par là. Mais le fait est que ni la survie de l'entreprise dans ses premières années ni sa spectaculaire croissance n'auraient été possibles sans l'aide de l'État, sans l'adaptation des lois à ses besoins particuliers, sans la présence de ses hauts fonctionnaires et la bénédiction de ses ambassadeurs, quand ce n'est pas celle du président lui-même. Saadé est de tous les voyages présidentiels et ses acquisitions et prises de participation aux quatre coins du monde ont un rapport étroit avec la diplomatie du pays.

Seuls les résultats exceptionnels de CMA CGM

depuis 2022, une véritable extorsion due au monopole qu'il exerce avec ses deux complices sur le trafic maritime mondial, permet les rachats en cours. Ils n'ont d'investissement que le nom puisqu'il s'agit de reprendre des entreprises déjà existantes pour renforcer encore son monopole et donc les possibilités d'extorsion. Avec MSC et Maersk, la pieuvre CMA CGM étend ses tentacules sur tous les océans, tous les ports et bientôt sur les entrepôts, les routes et les couloirs aériens, se donnant les moyens de rançonner la Terre entière.

Paul Galois

## Nestlé : l'État dans les eaux troubles de Perrier

Mercredi 7 mai, le préfet du Gard a mis en demeure Nestlé Waters de retirer dans un délai de deux mois son système de microfiltration de l'eau Perrier.

D'autre part, la préfecture se prononcera avant le 7 août sur le renouvellement de l'autorisation d'exploiter les forages de Vergèze pour la production de cette eau minérale.

C'est le dernier épisode d'un long scandale, puisque Nestlé a fini par reconnaître avoir utilisé depuis des années différents moyens de filtrage pour la production de ses eaux Perrier à Vergèze, mais aussi Hépar, Contrex et Vittel, alors que cela est contraire à la réglementation. Par définition, une eau minérale est censée être naturellement pure et ne pas avoir besoin d'être filtrée. Mais c'est loin d'être le cas de l'eau de Perrier puisque, malgré les moyens de filtrage utilisés, près de 300 000 bouteilles n'ont pas été commercialisées en mars à cause d'une contamination par des bactéries,

après 3 millions de bouteilles l'année précédente. Ronan Le Fanic, directeur commercial de Nestlé Waters, vient d'ailleurs d'être accusé par la commission sénatoriale qui enquête sur le scandale des eaux Nestlé d'avoir menti en niant cette récente contamination.

Mieux vaudrait alors, pour la santé du consommateur, que l'eau soit filtrée et que sa qualité soit contrôlée avant d'être vendue. Mais ce ne serait plus une eau minérale naturelle, ce qui ferait beaucoup diminuer son prix, et les profits de Nestlé. Voilà ce qui a motivé des années de fraude de Nestlé, avec la complicité des services de l'État, informés dès 2021 jusqu'aux plus hauts sommets, puisque l'accord a été confirmé par l'Élysée en janvier 2023.

Il a fallu l'insistance des

autorités sanitaires depuis des mois, l'avis négatif d'hydrogéologues sur l'utilisation de la source de Vergèze et surtout le fait que l'affaire prenne le caractère d'un scandale de santé publique pour que le préfet réagisse en exigeant l'arrêt de la filtration.

Nestlé Waters France a déclaré se conformer à la décision du préfet, et qu'une « solution technique va être recherchée pour le site de Vergèze. » On peut deviner que Nestlé cherche en fait plutôt une solution économique pour continuer à vendre de l'eau avec profit. Et cela n'augure rien de bon, ni pour les consommateurs, ni pour les travailleurs des usines Nestlé, que la direction n'hésitera pas à sacrifier comme elle le fait sur tous ses sites, même si elle se sert du chantage à l'emploi pour négocier la continuation de la production.

Hélène Comte

## Macron, saison huit : plus ça dure, plus c'est long

Mardi 13 mai au soir, Macron, ses services de communication, TF1 et quelques faire-valoir ont proposé trois heures de faux direct, soigneusement préparé.

Le président a parlé de tout, de l'Ukraine au logement étudiant, de la situation à Gaza à la nécessité de faire du sport, de la guerre qui vient à l'influence des écrans sur les moins de cinq ans, sans rien annoncer, hormis le fait qu'il pense tout savoir sur tout et avoir eu raison sur tout, ce qu'on savait déjà.

Sophie Binet, la dirigeante de la CGT, invitée à débattre, a conclu son intervention en reprochant à Macron de ne rien avoir à dire sur les salaires, l'emploi et les retraites. Ce n'est pas tout à fait exact. En huit ans de présidence après quelques années de ministères, Macron a largement prouvé qu'il est pour le blocage des

salaires, le développement de la précarité, le droit absolu des patrons de licencier, le recul constant et sans limite connue de l'âge de la retraite. Et il l'a redit comme une évidence, ajoutant bien entendu qu'il n'était pas question d'augmenter les impôts... des riches !

Dans le genre paillettes et vacuité, Macron était concurrencé ce soir-là par l'ouverture du Festival de Cannes. Mais l'industrie du cinéma a eu la délicatesse de s'aligner sur Macron en programmant *Mission impossible* et *Partir un jour* : une promesse qui peut faire plaisir, même si elle n'apporte rien.

P.G.